

# RÉSISTANCE SOCIALE



" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès

## SOMMAIRE

**p.1** : Présentation des 10èmes Vendémiaires de Résistance Sociale /  
**p.2** : L'édito / **p.3 à 5** : Place au débat / **p.6** : Actualité sociale / **p.7** : Solidarité internationale / **p.8** : Coup de gueule

## 10èmes « Vendémiaires » de Résistance sociale

Salle des expositions de la Mairie du 2<sup>ème</sup> arrondissement

8 rue de la banque – 75002 Paris – M° Bourse

## Le changement c'est maintenant ?

*Agir aujourd'hui pour changer la France, changer l'Europe.*

Accueil à 9h – début des travaux à 9H30

### ► Table ronde de la Matinée (jusqu'à 13h)

### Face au traité et aux politiques d'austérité : quelles résistances, quelles alternatives et politiques publiques ?

*Alors que le Traité européen a été adopté sans réel débat public, alors que les politiques d'austérité se développent partout en Europe, de partout, les peuples se lèvent et combattent.*

*Comment faire converger les forces de progrès -salariés du public et du privé, étudiants, actifs, chômeurs, retraités,...- qui résistent dans notre pays ?*

*Quels seraient les grands axes de politiques alternatives : reconquête des services publics, reconquête industrielle et écologique, renforcement du code du travail, politique de relance économique, du pouvoir d'achat ...*

### ► Table ronde de l'Après-midi (jusqu'à 16H00)

### Brésil, Argentine, Uruguay, Vénézuéla, Pérou, Bolivie, Equateur : une autre politique est possible.

*Ils prouvent qu'on peut faire autrement : Nationalisation, démocratisation, gestion de la dette et refus de se faire imposer la politique des banques, dette, politiques d'éducation, de santé, de logement, etc.*

*Le soutien des peuples et le contre-exemple chilien*

Intervenants pressentis : Jean-Yves Autexier (ancien sénateur), Bernard Cassen (président d'honneur d'Attac, secrétaire général de Mémoire des luttes), Jean-Claude Chailley (RESO), Annick Coupé (SUD), Patrick Le Hyaric (Directeur de l'Humanité), Anne Le Loarer (CGT), Emmanuel Maurel (PS), Aurélie Trouvé (Attac)

Le déjeuner sera pris sur place. PARTICIPATION AUX FRAIS : 5€

Nous profiterons de la pause pour organiser un Déjeuner-débat 13H15- 14H30

Sur le thème : « **Décentralisation-RGPP : où en est-on ?** »

Intervenants pressentis : JB Talbot (CGT SP), Anne-Marie Perret (UFF-FO) une représentante du PG, Patrick Méral (élu PC de l'Allier), Isabelle Sargeni (FSU) Bernard Defaix (Convergence)

**Pour faciliter l'organisation, MERCI DE VOUS INSCRIRE RAPIDEMENT pour l'ensemble de la journée en téléphonant au 0633820515 ou par courriel sur : [vendemiaires@voila.fr](mailto:vendemiaires@voila.fr)**

*En Soirée, jusqu'à 18H30 : Nos amis de « Convergence » organiseront sous la présidence de Bernard Defaix un échange sur l'actualité des Services publics.*

## L'ÉDITO

Mais quand va-t-on le dire clairement : tout ce que les soi-disant « modernes » pseudo-relanceurs de l'économie préconisent se résume en un mot : *la baisse des salaires*. Ce serait, une fois de plus, la solution géniale, -mille fois répétée, on se demande en quoi elle est inventive- du rapport Gallois. Cet n<sup>ème</sup> rapport propose... *la baisse des charges* ! 30 milliards d'euros, rien que ça, assortis à une *baisse de dépenses publiques*. Fallait-il vraiment perdre temps et argent pour fournir cette recette éculée ? Et inutile : nous ne serons toujours pas compétitifs avec les salaires pakistanais ou même bulgares !

Faut-il rappeler que les « charges » ou plus exactement les « cotisations sociales » ne sont que partie du salaire. Salaire différé qui finance collectivement la protection sociale et en particulier les retraites ? Que cela n'appartient d'aucune façon aux patrons ? Et si on

tarit encore un peu plus les sources de financement des régimes de retraite, faudra-t-il un autre rapport Gallois pour nous expliquer la nécessité de repousser à nouveau l'âge de la retraite ?

À voir la gêne occasionnée au sein du gouvernement par la divulgation de ces quelques feuilles, on s'interroge. Le changement est-ce maintenant ? Car ce rapport ne mérite qu'une fin de non-recevoir et il devrait être facile de le dire.

Quant aux conséquences de la crise, elles ne font que s'amplifier. Après Gandrange, Florange et Pétroplus, avec, à chaque fois, des centaines (ou des milliers) de familles jetées dans la misère. Un petit point rapide

et non exhaustif des suppressions d'emplois : Peugeot : -8 000, Air France : -5 000, Castorama : -1 160, SANOFI : -900, Doux : -860, Bouygues-Telecom : -550, Carrefour : -550, SFR : -500, Conforama : -290...

Au-delà des initiatives médiatiques du ministre du Redressement productif que nous aimerions bien entendre dire qu'il faut, non seulement, « acheter français » mais qu'il faut « produire en France », il serait temps que le gouvernement nommé en juin dernier prenne des mesures pour empêcher les délocalisations et les licenciements boursiers. Peut-être également temps de se poser la question des moyens de la puissance publique ? Des nationalisations ?

C'est ainsi qu'il trouvera l'appui du peuple et la force de résister aux réactionnaires de tout poil qui s'opposent aux réformes progressistes qu'il essaie d'entreprendre : MEDEF, mouvement des prétendus pigeons, médecins qui refusent l'encadrement des honoraires ou employeurs à domicile qui trouvent normal que ce soit la société qui paie leurs employés !

Car le peuple est prêt à se mobiliser. Il l'a démontré le

30 septembre avec le succès de la manifestation contre la ratification du TSCG. Succès dont la majorité des députés ne s'est pas saisie pour refuser l'austérité organisée par le traité Merkozy. Succès également des manifestations du 9 octobre contre l'austérité et du 6 octobre pour une autre politique de santé publique.

A ce propos, comment passer sous silence le décès de ce bébé dans le Lot ? Qu'on ne nous accuse pas de prendre prétexte de ce drame ! Depuis la loi Bachelot et la politique imbécile des ARS qui ferme les maternités en dessous de 300 accouchements annuels, sans référence au territoire desservi, RESO s'est toujours élevée contre ces décisions irresponsables. D'ailleurs qu'est-ce qui prouve qu'une grosse maternité, surchargée et sous-dotée en personnel –car c'est ainsi– est plus sûre ? Oui, ce qui est grave aujourd'hui, c'est que les pompiers et le SAMU procèdent à des accouchements dans des conditions d'urgence insécures. Et, oui, il y aura d'autres drames.



En France, l'égalité d'accès aux soins n'est plus qu'un souvenir. Il n'y a pas d'égalité sociale. Depuis plusieurs années, on sait qu'une partie de la population ne se fait plus soigner pour des raisons financières. Faut-il rappeler, entre autres, les remboursements de médicaments ou la taxe sur les mutuelles ? Dans certaines régions (à Paris...) les médecins de secteur 1 sont rares et les malades n'ont pas tous les moyens de payer les dépassements. Je ne parle pas du tarif des spécialistes.

Il n'y a plus d'égalité territoriale : il devient dangereux d'habiter certains déserts médicaux. Je prends l'exemple de mon département d'origine : l'Indre. Il y a actuellement,

pour près de 70 000 km<sup>2</sup> et plus de 230 000 habitants, deux maternités, l'une à Châteauroux, l'autre au Blanc. Cette 2<sup>nde</sup> est menacée malgré la très forte mobilisation des personnels et de la population. Si elle est supprimée, l'Indre devient un candidat potentiel au prochain accident. Combien d'autres départements dans le même cas ? Qu'on ne me parle pas d'aménagement du territoire et de développement durable quand on organise ainsi la désertification ! Les ARS cassent méthodiquement la couverture sanitaire de notre pays. La technique est toujours la même : d'abord la maternité, puis les urgences, enfin la chirurgie. Et l'hôpital de proximité est mort. **Je le dis sans détour : le fait que le gouvernement ne remette pas clairement cette politique en cause est une faute grave.**

Nos Vendémiaires s'intitulent cette année : « Le changement, c'est maintenant ? » ; venez en débattre avec nous !

**Marinette Bache**

## Les baisses de salaires : une fausse solution aux problèmes économiques

Par Alain GELY

A la question « Faut-il baisser les salaires (ici : pour faire gagner de la compétitivité aux pays de la zone euro en difficulté) ? » les économistes, même libéraux, hésitent à répondre par l'affirmative ! Pourquoi ?

Pour un économiste libéral ou, plus généralement, pour ceux qui considèrent que les structures économiques et sociales actuelles seraient intangibles, la réponse semble pourtant claire. De leur point de vue, des salaires élevés ou croissants ne pourraient avoir que des inconvénients.

En effet, s'agissant de hausses des salaires :

- elles pèsent sur « la compétitivité des entreprises » puisque cette compétitivité se fonderait principalement sur la « modération des coûts salariaux » ; ce manque de compétitivité se traduirait par des difficultés à faire face à la concurrence internationale et par des pertes d'emplois ;

- parallèlement, des salaires élevés pèsent sur les profits et « donc » sur les investissements de demain, puis sur les emplois d'après-demain, selon le « théorème d'Helmut Schmidt » ;

- elles seraient génératrices d'inflation, lorsque les entreprises répercutent ces hausses sur leur prix de vente...

- ... ou de chômage, si elles ne peuvent augmenter leurs prix et, coincées, sont conduites à fermer leurs portes ou à délocaliser leurs productions.

En outre, toujours du point de vue des conservateurs, des hausses de salaires déboucheraient sur des déséquilibres macroéconomiques insupportables car :

- en augmentant les revenus de salariés, les importations augmenteraient, créant ou accentuant un déséquilibre de la balance commerciale ;

- si ces augmentations sont appliquées aux salariés des collectivités publiques, cela suscite un déficit budgétaire, « par nature pervers » ;

- en augmentant le « coût du travail », elles décourageraient l'embauche de salariés « trop chers » et favoriseraient donc le chômage, surtout des travailleurs les moins qualifiés.

Tout ces raisonnements semblent de bon sens, ils sont la base de la vulgate libérale et sont volontiers repris par des petits patrons qui ne voient pas plus loin que la porte de leur entreprise. Et de citer, de manière tronquée, des cas, comme celui de l'Allemagne des années 2000, où « les efforts » (de qui ?) auraient conduit « à la réussite » (laquelle ?).

Dans le cas actuel de la Grèce et d'autres pays, dont la France, certains se posent quand même des questions et voient les impasses vers lesquelles on se dirigerait en baissant les salaires.

Les baisses de salaires se traduisent par une diminution de l'activité économique.

En effet, si les salaires constituent de manière comptable un coût pour les entreprises – on y reviendra –, ils sont aussi et surtout des revenus pour les salariés. Les salaires constituent de ce fait, par le pouvoir d'achat qu'ils offrent, l'essentiel des marchés, des débouchés sans lesquels les entreprises ne pourraient trouver de clients qu'auprès des riches ou à l'extérieur du pays. En conséquence, en dehors du secteur du « luxe », les baisses de salaires se traduisent par une diminution de l'activité économique pour les entreprises qui dépendent du marché intérieur. En l'absence de débouchés, les entreprises n'investissent pas, même si elles en ont les moyens financiers. Un cercle vicieux de la décroissance s'enclenche, avec le chômage qui en résulte.

En résumé, en cas de baisse des salaires, il y a peut-être, à court terme et pour certaines entreprises, une baisse des « coûts salariaux » qui améliore leurs profits ; mais, pour la plupart d'entre elles, leur situation se dégrade. Conséquence directe du marasme économique qui en résulte : la baisse des recettes sociales et fiscales liées à l'activité économique (cotisations sociales, TVA, impôt sur les revenus et sur les sociétés, etc.). Le pays s'enfoncé dans la récession et dans les déficits. C'est le cas, actuellement, de la Grèce et de l'Espagne. L'austérité, la déflation, ne sont pas seulement mauvaises pour les salariés et les retraités, elles sont dangereuses pour le pays. Les exemples historiques et récents abondent mais les privilégiés semblent n'avoir rien appris ni rien oublié.

Comment en sortir ? L'enrichissement des riches, les fuites en avant dans l'internationalisation des activités ou dans le crédit facile mais risqué, comme aux Etats-Unis, ne sont que des palliatifs dont les limites apparaissent vite : on ne peut développer durablement un pays sans des salaires corrects et en progression. Keynes, qui n'était en rien socialiste, allait même jusqu'à préconiser, en cas de récession économique, de payer des équipes de jour à creuser des trous et des équipes de nuit à les remplir, ceci afin de distribuer des revenus salariaux et de « relancer la machine ». Henry Ford, encore moins à gauche, augmentait les salaires pour permettre à ses ouvriers d'acheter ses voitures... et pour les encourager à une meilleure productivité.

Baisser les cotisations sociales pour préserver le salaire net ?

## PLACE AU DÉBAT

Autre ruse, qui ne permet en rien de résoudre le problème de l'insuffisance des salaires : diminuer les « charges sur les entreprises » pour baisser les salaires bruts en préservant, soi-disant, les salaires nets. C'est une autre version de la baisse des « coûts du travail » qui serait prétendument nécessaire.

Mais, pour les salariés, c'est un leurre. Car, comme le dit un syndicaliste de Renault : « *on mange avec du net mais on se soigne avec du brut* ». Traduction : le salaire net permet, certes, de faire face aux dépenses privées, mais les cotisations sociales, qui sont la différence entre le brut et le net, financent entre autres l'assurance maladie et l'assurance retraite. En diminuant les cotisations sociales (dites « charges »), on oblige les salariés à payer eux-mêmes des assurances santé et retraite privées. Comment le feront-ils ? En ponctionnant ce qui leur restera de salaire net, pardi !

Il ne faut pas se laisser abuser : le salaire, ce n'est pas seulement le salaire net, celui qu'on voit au bas de sa fiche de paye et qu'on perçoit sur son compte en banque ; le salaire, c'est l'ensemble de la rémunération des salariés, y compris les cotisations sociales salariales. Et y compris aussi, on le sait moins, les cotisations sociales dites « patronales ».

En effet, celles-ci ne sont qu'une fiction : pour justifier la présence d'ailleurs contestable du patronat dans les instances de gestion de la Sécu, on a qualifié de patronales une partie des cotisations sociales. Pourtant, ces cotisations dites patronales ne sont en rien distinctes des cotisations salariales : les unes et les autres sont ponctionnées sur la masse salariale globale, l'employeur jouant alors le rôle d'un « collecteur d'impôt » pour le compte de la Sécu. La part de la production qui « appartient » aux salariés, c'est bien l'ensemble du salaire net et de toutes les cotisations sociales, ces dernières étant en fait la partie socialisée de leur rémunération, dans une logique de solidarité.

### **Est-il justifié de parler de « coûts salariaux » ?**

Oui, posons la question : est-il justifié de parler de « coûts salariaux » quand il s'agit des salaires, cotisations sociales comprises ? Employer cette expression, c'est se placer du point de vue exclusif de l'employeur, et même d'un point de vue étroit, à court terme. Parler de « coûts salariaux », c'est ne pas voir que la dépense pour l'entreprise est simultanément une recette pour les salariés et que cette recette est aussitôt une ressource pour l'ensemble de l'économie.

Plus fondamentalement, parler de « coûts salariaux », c'est ignorer que c'est le travail – dont le travail salarié représente l'énorme majorité – qui est la principale, voire la seule, force créatrice de valeur ajoutée, le seul moyen de produire des biens et des services. L'employeur du secteur marchand, surtout s'il se contente de gérer sa fortune et s'il ne participe pas lui-même à la production, ponctionne sur la valeur ajoutée, créée par les salariés,

pour constituer des profits et rémunérer son capital.

Plutôt que de présenter les salaires comme des coûts pour l'employeur, il est au moins aussi légitime de dire que le profit constitue un coût, une charge, pour les salariés ! Surtout si ce profit n'est pas réinvesti mais distribué sous forme de dividendes aux actionnaires ou sous d'autres formes de revenus de la propriété et de l'entreprise...

En tout cas, définir les salaires comme la « rémunération des salariés » et non comme « coût du travail », c'est rester objectif et ne pas prendre insidieusement le point de vue du seul employeur.

La rémunération des salariés n'est pas excessive. Elle n'est pas « ennemie de l'investissement ».

Cette rémunération des salariés n'est certainement pas excessive. Qui peut sérieusement prétendre que le Smic actuel permet de vivre correctement de son travail ? Surtout si on est contraint à travailler pour un temps incomplet.

Dans un pays comme la France, la rémunération des salariés stagne ou baisse surtout :

- si on inclut dans le monde du travail, comme il se doit, les retraités qui pour la plupart perçoivent en fait un « salaire socialisé » ;

- si on considère le revenu salarial, qui chiffre mieux que le salaire net la situation d'ensemble des salariés puisqu'il prend en compte la précarité **(1)** ;

- si on tient compte de ce que l'indice des prix à la consommation, utilisé notamment pour l'indexation du Smic, n'est pas un indice du coût de la vie (l'Insee le reconnaît officiellement) **(2)**.

L'analyse de la part des salaires dans la valeur ajoutée **(3)** montre une progression par grandes vagues entre 1950 et le début des années 80, une chute brutale vers 1983 au moment du « virage libéral », quand l'objectif gouvernemental était d'augmenter les profits, et une stagnation depuis le début des années 90. Il est remarquable de constater que le chômage restait modéré et que l'investissement était dynamique quand les salaires augmentaient **(4)**.

À l'inverse, le rétablissement des profits après 1983 ne s'est pas traduit par une amélioration de l'investissement, au contraire ! Pourquoi ce paradoxe apparent, qui apporte un démenti au « théorème d'Helmut Schmidt » ? Pour une raison simple : la hausse des profits s'est traduite surtout, dans un premier temps, par des intérêts versés au système financier puis, dans un second temps, par une explosion des dividendes versés aux actionnaires. Loin de nourrir l'investissement, cette croissance des « revenus de la propriété et de l'entreprise » a engendré des spéculations, immobilières et autres, ainsi que le départ de capitaux vers d'autres contrées **(5)**.

## PLACE AU DÉBAT

Le violent déplacement des ressources apportées par les activités productives vers les profits et les revenus du capital, au détriment des salaires, n'a ainsi eu aucun des effets escomptés par les libéraux : hausse (et non baisse) du chômage ; stagnation (et non reprise) de l'investissement ; dégradation (et non amélioration) de la balance commerciale ; désindustrialisation et délocalisations ; déficit accru des finances publiques !

### Que faire ?

Il faut bien admettre que le déficit commercial profond et durable de certains pays, dont la Grèce et l'Espagne (et la France), pose problème, en soi et dans la mesure où il traduit une faiblesse industrielle de ces pays. On ne peut compter sur le seul tourisme pour rééquilibrer leur balance des paiements ni compter sur la bonne volonté des détenteurs de capitaux pour les placer dans des pays en difficulté...

Traditionnellement, les pays qui sont dans ces situations procèdent à des dévaluations et/ou mènent une politique protectionniste.

Le protectionnisme n'est pas compatible avec la liberté absolue des échanges de marchandises et des mouvements de capitaux, qui caractérise actuellement l'Union européenne.

La dévaluation n'est pas utilisable quand on est associé, dans une monnaie unique comme l'euro, à des pays qui bénéficient de la surévaluation de la monnaie (Allemagne...) (6).

À défaut, les gouvernements peuvent procéder à ce qu'on appelle des « dévaluations internes ». C'est ce qu'a fait l'Allemagne ces dernières années en diminuant les salaires. C'est ce qu'exigent désormais les opérateurs sur les marchés financiers et leurs relais politiques.

Ne discutons pas ici la situation de l'Allemagne ; loin d'être aussi exemplaire que ne l'indiquent les libéraux... Mais, ce qui est sûr, c'est que les recettes employées dans ce pays ne sont pas généralisables, et certainement pas applicables aux pays du sud de l'Europe, dont la France (7).

Décidément, rien dans la réalité économique de ces dernières décennies, ni face à l'impasse actuelle des politiques « européennes », ne permet de justifier la baisse des salaires. Au contraire, le retour à un dynamisme économique nécessaire pour résorber le chômage et les déficits exige que les salariés retrouvent des perspectives de progression de leurs rémunérations.

(1) Pour une définition précise du revenu salarial voir sur le site de l'Insee :

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/revenu-salarial.htm>

Son évolution depuis 1978 est analysée dans le dossier : [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/ref/salfra07ac.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/salfra07ac.pdf)

(2) Voir la brochure « Pour comprendre l'indice de prix »,

notamment la page 37

[http://www.insee.fr/fr/methodes/sources/pdf/Indice\\_de\\_s\\_prix.pdf](http://www.insee.fr/fr/methodes/sources/pdf/Indice_de_s_prix.pdf)

(3) Une mesure, sans doute la plus claire, de l'évolution historique de la part des salaires dans la valeur ajoutée, depuis 1950, est visible à l'adresse suivante : [http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers\\_web/partage\\_VA/Figure\\_R2.xls](http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/partage_VA/Figure_R2.xls)

Le graphique tracé sur le second onglet de ce fichier décrit l'évolution de ce « partage salaires-profits » dans les sociétés non financières. D'autres calculs existent qui ne modifient pas radicalement le diagnostic. Ce qui peut conduire à des discours très contrastés sur l'historique du partage salaires-profits, c'est surtout le choix de la période de référence. On dramatise ainsi la situation des salariés, si on prend comme point de comparaison la meilleure année (vers 1982) ; on la présente au contraire favorablement si on prend comme point de départ un point très bas, vers 1990.

Pour des comparaisons internationales sur la période 1970 2007, voir par exemple : [http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers\\_web/partage\\_VA/Figure\\_1.9.xls](http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/partage_VA/Figure_1.9.xls)

(4) Voir en particulier « L'économie française : ruptures et continuités de 1959 à 2006 »

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1136/ip1136.pdf>

(5) Voir notamment pages 67 et 68 du « rapport Cotis »

[http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers\\_web/partage\\_VA/rapport\\_partage\\_VA.pdf](http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/partage_VA/rapport_partage_VA.pdf)

(6) Il est à noter que les dévaluations s'accompagnent presque nécessairement de plans d'austérité. Mais au moins ces plans sont-ils provisoires et permettent-ils – quand la dévaluation « réussit »... ce dont on ne développera pas ici les conditions – de sortir de l'austérité au lieu de s'y enfoncer durablement.

(7) Résumé d'un article d'Alternatives économiques

<http://alternatives-economiques.fr/blogs/chavagneux/2012/04/20/faut-il-baisser-les-salaires-pour-faire-gagner-de-la-competitivite-aux-pays-de-la-zone-euro-en-difficulte/>

à propos d'un article de Patrick Artus, économiste plutôt libéral, pour Natixis : <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=63583>

Patrick Artus de Natixis montre l'inefficacité des politiques de « dévaluation interne » (baisses de salaires) censées redonner de la compétitivité à la Grèce, au Portugal, etc. Leur seul résultat est de tuer la demande interne.

La crise des dettes publiques a souligné l'hétérogénéité des pays de la zone euro, ceux du Sud de la zone affichant des déficits extérieurs, et donc des besoins de financement, importants. C'est pourquoi il leur est demandé aujourd'hui par les instances européennes de diminuer leurs salaires afin de regagner en compétitivité. Et les salaires baissent effectivement. Mais quel en est le résultat macroéconomique ?

Les économies y gagnent en compétitivité si elles avaient auparavant un problème de compétitivité prix. (...)

D'après les calculs d'Artus, seule l'Italie a un problème de prix qui se lit dans le fait qu'elle est le pays qui a le plus perdu de parts de marché à l'exportation.

Mais, peu importe, même dans les pays où le prix des exportations n'est pas un problème, une baisse des coûts ne peut pas faire de mal et aider à soutenir la croissance ? Non, répond Patrick Artus. Dans les quatre pays en difficulté, la baisse des salaires a amélioré la rentabilité des entreprises mais sans effet favorable sur la compétitivité et sur l'investissement. En fait, l'effet direct de ces baisses de salaire est de tuer la demande des ménages et donc de ne pas inciter les entreprises à investir, le tout plombant la demande interne dans des pays où la politique budgétaire est déjà orientée du côté de l'extrême rigueur.

Bref, en contribuant aux forces déflationnistes, ces politiques aggravent les problèmes de dette publique de ces pays et nourrissent les tensions dans la zone euro. Il ne faut pas chercher plus loin la raison pour laquelle après l'Espagne, l'Italie a annoncé qu'il lui faudrait plus de temps que prévu pour maîtriser son déficit budgétaire. Sans soutien à l'activité, l'Europe ne s'en sortira pas.

# ACTUALITÉ SOCIALE

## Sidérurgie

Par Denis Billon

Au moment où se joue la mort des derniers hauts fourneaux lorrains, je voudrais vous dire ce que cela représente pour moi. Et pour mon engagement.

Mon grand père travaillait dans la sidérurgie et mon père est né dans une cité d'usine. En 1905, il a participé aux grandes grèves sur Longwy, ils ont perdu. Vous pouvez aller voir sur google. Grèves de 1905 sur Longwy. L'armée contre les grévistes, à cheval et sabre au clair.

Mon grand-père a été expulsé de son logement et s'est retrouvé au chômage, avec aucune chance de retrouver un emploi dans les usines, car il y avait une liste noire.

Il a finalement retrouvé un emploi dans une petite usine de produits réfractaires qui faisait des briques destinées à parer le haut fourneau. Il a porté des brouettes toute sa vie.

Mon père travaillait à la SNCF. Il était sous chef de gare de triage à Longwy, à l'époque c'était la première gare de France en terme de tonnage.

On voyait entrer les trains très longs pour approvisionner les usines en coke, en minerai et en chaux. On voyait ensuite partir les produits semi-finis, blocs de fonte, rails, poutrelles, fil, feuillard. Ceci nuit et jour.

Mais après tout, qu'est-ce qu'un haut fourneau ? Une masse métallique de plusieurs dizaines de mètres de haut. Une masse vivante et presque menaçante. Toujours en activité, 24h sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an. Pour arrêter un haut fourneau, il fallait plusieurs semaines. Pour le remettre en route, plusieurs mois.

Et autour de ce fourneau, des hommes. A l'époque, il y avait trois équipes. Une de 6h à 14h, une de 14h à 22 h, et une de 22h à 6h. Ceci était rythmé par la sirène qui réveillait tout le monde.

Il travaillaient 7 jours sur 7 8 heures, ce qui fait 56 heures par semaine.

Et encore. Les ouvriers ne travaillaient pas toujours la nuit toujours le jour. Pour assurer le décalage, le dimanche à 6 heures, les ouvriers entamaient la journée de 16 heures. Ils arrêtaient à 22 heures. Quand on sait dans quelles conditions de chaleur ils travaillaient, ils étaient lessivés le soir en rentrant.

Ces ouvriers s'appelaient les fondeurs. Voilà leur travail.

Bien que ce fut parfaitement défendu, mon père connaissait un chef garde d'une usine. Donc la nuit, pour qu'on ne me voie pas, un garde m'a accompagné dans l'usine et j'ai vu.

Les fondeurs étaient chaussés de sabots en bois et habillés d'amiante. A peine arrivés dans un atelier, nous avons été couverts d'étincelles. On travaillait à l'étage et cela provoquait une pluie d'étincelles. Mais les ouvriers ne faisaient même pas attention.

Et le haut fourneau ? Il était en hauteur. En dessous étaient placées de grosses poches, wagons destinés à recevoir les produits. Les fondeurs étaient là. Il fallait ouvrir le haut fourneau toutes les quatre heures. Une fois pour sortir la fonte, et une fois pour sortir les déchets appelés la crasse. La crasse était empilée dans des crassiers et servait ensuite à faire du ciment et la base des constructions, mortier, agglomérés.

Avant ils préparaient des rigoles pour que les produits en fusion n'aillent pas n'importe où mais coulent dans les poches.

Au moment voulu, un ouvrier prenait une grande tige d'acier appelée ringard. Et il tapait pour creuser un petit trou au bon endroit. Parfois il tombait sur une poche de gaz. Une grande flamme, un mort.

Puis tous les fondeurs se saisissaient d'un gros marteau piqueur fixé sur rail et poussaient de toutes leurs forces pour agrandir le trou. Là aussi parfois, grande flamme, plusieurs morts.

Alors ça coulait. Quelle chaleur ! Moi j'étais à 20 ou 30 m et j'étais obligé de mettre mes mains sur la figure.

Eux, ils étaient à côté des rigoles, les enjambaient, travaillaient.

A Longwy, à n'importe quelle heure de la journée et de la nuit, il y avait du monde dans les rues, du bruit, et surtout de la lumière.

Enfant j'allais en vacances dans les Ardennes, à 90 km. Le soir, on voyait les lueurs de Longwy.

Mais je vais vous parler des convertisseurs. Il fallait transformer la fonte en acier. Il y avait les fours électriques Martin. Ils étaient discrets, rien à dire.

Mais il y avait les convertisseurs Bessemer. D'immenses poches. En dessous on injectait de l'oxygène. Cela durait vingt minutes. Il y avait trois périodes, les flammes, les fumées rouges et les étincelles.

Pour faire de l'acier, on mettait des additifs, de l'aluminium, du tungstène, etc. Cela se faisait en jetant dans le convertisseur avec le métal en fusion. A la brouette ou à la pelle.

Parfois l'ouvrier était saisi par la chaleur, avait un malaise ou simplement glissait. Il tombait. On apportait à la veuve un morceau de métal pour qu'elle ait quelque chose à enterrer.

Une fois l'acier obtenu, il fallait le façonner. C'était le train fil, ou le train rail.

Les rails roulaient sur des galets à toute vitesse. Les ouvriers munis de chaussures de sécurité chevauchaient le rail qui passait, le déplaçaient, le redressaient, et gare aux pieds ; tout cela dans une chaleur torride.

Le train fil était plus terrible. Dans l'usine de ma ville, le train fil n'était pas continu. Le fil était aminci dans des filières où il passait à 25 Km/h.

Et tout au bout il y avait un ouvrier. On l'appelait l'homme mort.

Il avait un grand bac et des pinces qui refroidissaient dans l'eau. Il voyait le fil arriver. Il le saisissait et lui faisait faire un demi-tour pour repartir dans l'autre sens. S'il ratait son coup, en tranches comme le saucisson qu'il était le mec.

D'où son nom.

Et puis il y avait le concassage. La crasse devait être transformée en fine poudre. On remuait cela dans un grand bac dans lequel on avait mis de grosses billes d'acier. Un moulin en quelque sorte. Là les ouvriers subissaient une poussière infernale, mais surtout des poussières pleines de déchets dangereux et cancérigènes.

Mais les autres ouvriers étaient aussi exposés au danger. Mon oncle était soudeur à l'arc. Il montait en altitude pour réparer le haut fourneau. Un jour il a glissé de plusieurs dizaines de mètres. Pas le temps de s'accrocher. Il est mort.

Un cousin réparait un haut fourneau. On refroidit le haut fourneau avec de l'eau qui tombe dans un bassin. Elle entraîne du gaz. Il passe à côté. Le gaz s'échappe. Mort gazé.

Mais je pourrais raconter sans cesse. Les 10 maçons surpris par de l'acier parce qu'un câble a cédé. Ensevelis dans l'acier en fusion, complètement, ou alors seulement le pied. Mais l'acier a rongé, s'est installé, et ils sont tous morts.

Et pourtant tout le monde aimait l'usine, les ouvriers y étaient très attachés et ont été désespérés quand elles ont fermé. Rendez-vous compte. Entre Longwy et Villerupt, sur 20 km, les 29 hauts fourneaux sont devenus 0.

C'est toute la population qui en a été bouleversée, en 1979, ils ont multiplié les actions en vain. On voyait se côtoyer dans les manifs l'ouvrier communiste et le toubib RPR.

Pour ma part, instituteur, j'ai fait partie des quelques uns qui ont organisé une manifestation de 12 000 enfants, ils étaient les premiers traumatisés par cette catastrophe. Rien que d'évoquer cela, 32 ans après, les larmes me viennent encore aux yeux de tant d'émotion.

Longtemps, je ne voulais pas regarder quand j'allais à Longwy rendre visite à ma sœur. Pas voir ces terrains vagues qui remplaçaient des citadelles d'acier. Et chaque fois, je pense à mon père, ma famille, et tous ceux, nombreux, Italiens, Portugais, Belges ou Algériens qui y vivaient.

Alors Florange, vous comprendrez que cela veut dire quelque chose pour moi.

Ils se moquent bien de tout ces ouvriers. Même s'ils retrouvent un emploi, c'est leur usine qu'ils veulent garder. Ils crient : « la Lorraine vivra ». Ces bâtiments, pour eux, c'est un dieu, d'ailleurs il crache le feu comme Vulcain.

# SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

## 5 octobre, Varsovie : manifestation pour le droit à la santé

À Varsovie un succès c'est 3 000 manifestants. Il y en eut près de 10 000 jusqu'au siège du gouvernement : beaucoup d'infirmières venues en cortège de toute la Pologne avec leurs banderoles mais aussi des mineurs... venus de Silésie, à l'appel de leurs syndicats.

### Privatisation, marchandisation, PPP, fermetures partout en Europe !

Même politique de privatisation et destruction des systèmes de santé, mais à des stades divers.

En Allemagne la privatisation est brutale : il y a maintenant plus d'hôpitaux privés que publics. Les PPP se généralisent. **La tarification à l'activité** dans le cadre de la convergence tarifaire est l'arme de la privatisation. Dans le privé avec un budget donné le moyen incontournable pour dégager un profit c'est de gagner sur les coûts de personnel : 70 % du budget dans le public, tombé à 57 % dans le privé.

Dans nombre de pays la destruction du système de santé est à un stade de dégradation qu'on aurait cru impossible en Europe.

En Pologne, les contrats d'auto entrepreneurs se développent, « contrats poubelle ».

Dans beaucoup de pays, les infirmières démissionnent, les jeunes émigrent .

➔ Le concours à la baisse du « coût » du travail (en France négociations sur les « charges patronales », flexibilité rebaptisée....) doit cesser partout **« La santé malade de son Europe »** (un intervenant).

Cette politique est coordonnée par la Commission européenne et les gouvernements, tous signataires des mêmes textes. Malheureusement, dans beaucoup de pays, cette dimension est méconnue des militants, de la population, ce qui limite les capacités d'action.

Ça a des conséquences : le Pacte budgétaire n'est pas encore (officiellement) en vigueur qu'un nouveau traité est déjà en discussion (Cf. « discours du Président Barroso sur l'état de l'Union » (sic !)).

### Les axes de combat contre la privatisation, marchandisation de la santé :

- **solidarité internationale avec la population grecque** aux prises avec un 3<sup>ème</sup> mémorandum de la troïka ;
- **élargir le combat à l'intérieur de chaque pays**. Le caractère unitaire est décisif : syndicats, partis, associations. Les syndicats sont incontournables, ça peut être un débat dans certains pays, pas uniquement dans la santé ;
- **mener le combat en commun au niveau européen**. Echanger, débattre, élargir le réseau à tout les pays, opposer aux institutions européennes une lutte coordonnée de défense et conquête / reconquête de la protection sociale.

*Jean-Claude Chailley, SG de RÉSistance SOciale*

### **Communiqué du Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale**

*Varsovie, 7 octobre 2012*

Il y a urgence pour la santé en Europe !

La crise économique et sanitaire s'aggrave. Les privatisations et la commercialisation de la santé s'accroissent, privant une grande partie de la population à l'accès aux soins. Les fermetures d'hôpitaux, de maternité ou d'établissements médico-sociaux se multiplient. Cette casse est d'une gravité exceptionnelle particulièrement en Grèce, en Espagne, en Pologne ou au Portugal et remet en cause la conception même d'une santé et une protection sociale solidaire. Elle confirme qu'aucun pays d'Europe, qu'aucune population, ne sont à l'abri des politiques d'austérité confortées par le Pacte de stabilité budgétaire, au prétexte de la dette.

Les 12 et 13 mai 2012, réunis autour d'une déclaration à Nanterre, des organisations syndicales, des partis politiques, des associations de défense des usagers, de la santé publique et de la protection sociale, ... de différents pays d'Europe, avaient appelé à se rassembler et se mobiliser autour de la semaine du 1er au 6 octobre, pour rejeter une telle régression sociale.

Les participants aux manifestations de grande ampleur à Varsovie le 5 octobre, Madrid comme à Athènes le 6 octobre, la centaine de rassemblement, d'occupation ou autres initiatives dans les structures de santé ou dans la rue, comme en Belgique, en Grande Bretagne, en France ou en Italie, ont montré la colère et la détermination des usagers, des citoyens et des professionnels à lutter contre la marchandisation de la santé, le pouvoir des trusts pharmaceutiques, tout au long de cette semaine d'action.

Les participants à la Conférence de Varsovie des 6 et 7 octobre 2012, ont tenu à réaffirmer leur refus d'une austérité toujours plus forte et souvent irrévocable, leur

refus de la privatisation et de commercialisation de la santé, de la taxation et de la sélection des malades, du pillage de la protection sociale par les multinationales. La Conférence dénonce la précarisation accélérée des emplois de santé, la multiplication des licenciements et des suppressions de postes, le démantèlement des statuts et la généralisation du statut d'auto entrepreneur.

Tout cela concourt à une dégradation de la qualité des soins et s'oppose à un accès aux soins d'une partie de plus en plus large des populations et détériore leurs conditions de vie.

Ils alertent par ailleurs, les usagers, les professionnels, les élu-es, ... sur la nécessité d'amplifier, de coordonner et d'élargir ces actions de protestations pour le mettre à la hauteur des enjeux posés par ces politiques nationales et européennes.

La Conférence de Varsovie, pour sa part, a décidé de mettre tout en oeuvre, de toute urgence, son soutien au peuple grec, en dénonçant dans chaque pays et au niveau européen, les exigences de l'Union européenne envers la Grèce, à mener des actions à l'occasion du vote au Parlement de ce pays, d'un « troisième mémorandum » en deux ans.

Nous ferons entendre la voix et la détermination de celles et ceux qui luttent, partout en Europe, pour une santé et une protection sociale solidaires, lors de tous les rendez-vous du mouvement social européen et mondiaux comme lors des échéances nationales.

La Conférence a décidé de lancer, du 11 au 17 mars 2013, une semaine européenne coordonnée de sensibilisation et d'intervention des citoyens et des professionnels de santé contre la privatisation et la commercialisation du système de santé et de protection sociale, dans tous les établissements de santé, les lieux de travail, ... et d'interpellation des médias et des assemblées élues.

# LE COUP DE GUEULE

**Si, Mme Noëlle Lenoir, le prix Nobel de la Paix à l'Union européenne est une farce !**

*Par Charles Labâtie*

Comme certainement beaucoup d'entre vous, je suis tombé de ma chaise en apprenant que l'Union européenne venait de recevoir le prix Nobel de la Paix. Je suis vite allé vérifier que nous n'étions pas le 1<sup>er</sup> avril, puis j'ai téléphoné à deux, trois copains pour être sûr de ne pas avoir rêvé. L'un d'entre eux trouva même que cela était d'autant plus surprenant que l'on ne donne plus le prix Nobel de la Paix à titre posthume depuis 1974. Confirmation au bar du coin devant un café noir : tout le monde rigole à gorge déployée de cette mascarade ! Qui a dit que les Suédois et les Norvégiens n'avaient pas d'humour ? D'autant plus que pour la première fois le montant du prix Nobel a été diminué de 20 %, crise oblige ! Quand je vous dis, les députés d'Oslo aussi sont de joyeux drilles ! Bref que l'inventeur de la dynamite verse 900 000 euros à l'Union européenne, qui les reversera certainement à une banque quelconque, rien de très choquant en somme et l'histoire aurait pu s'arrêter là.

Mais ce m'a scotché, c'est la réaction de la bien-pensance journalistique ! Au premier rang de cette croisade, Mme Noëlle Lenoir qui s'insurge dans l'Express contre ceux qui se gaussent de ce prix. Et là, vous imaginez, que des arguments de fond !

Pour commencer elle reprend les termes de la raison officielle de ce prix « *l'œuvre accomplie pendant ces 60 dernières années pour la Paix, la Réconciliation entre les peuples, la Démocratie et les Droits de l'homme.* »... Réaction ? Oui moi aussi j'ai éclaté de rire ! Mais attendez ce n'est pas fini ... je cite Mme Lenoir : « *à l'exception des Balkans qui, en dehors de la Slovénie, ne sont pas encore dans l'UE – c'est la paix. Finies les guerres de conquête,* » etc. avec une référence au III<sup>ème</sup> Reich et à 14/18. Voilà : la Serbie, le Kosovo, la Yougoslavie, la Macédoine, le Monténégro, l'Albanie ne font pas partie de l'UE donc la paix règne en Europe depuis 60 ans - mais Chypre ? ... Et en Australie, aux Etats-Unis et au Canada la paix ne règne-t-elle pas aussi et depuis plus de 60 ans ? Parce que les pays de l'UE font la guerre ensemble à d'autres et pas entre eux (ex : Irak 1, Irak 2 (pas la France grâce à Chichi), Libye (la France grâce à Sarko, les

« Balkans » et des armées positionnées un peu partout dans le monde) elle mérite le prix Nobel ! Mais que ne l'a-t-on décerné à l'Otan, au Pacte de Varsovie ! Et il y a 60 ans c'était l'Ouest contre l'Est ! Il y a eu la décolonisation avec la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie, l'installation du Shah en Iran ! La politique peut claire des pays européens en Afrique, le néocolonialisme ! La guerre Iran-Irak, etc.. Je m'emporte mais bon à croire qu'aucun journaliste ou pro-européen n'a ouvert un livre d'histoire !

Bon j'arrête là et je continue « *Ensuite, l'UE est un espace de solidarité entre nations qui partagent leur souveraineté au service de la démocratie, et ce modèle a valeur universelle.* » ! Si, si. Bon là comme vous je commence à moins rigoler... Les conneries ça va bien cinq minutes. Alors que l'UE est gouvernée par des anciens de Goldman Sachs qui se partagent le pouvoir, renversent des gouvernements comme en Grèce et en Italie sans passer par les élections pour s'autopromouvoir Président, alors que des dizaines de milliers de personnes arpentent le pavé chaque jour et y laissent parfois un membre parfois leur vie, voilà un bel exemple de démocratie ! Alors que le TSCG est en passe d'être adopté qui promeut en valeur la délation entre Etats et met les parlements nationaux sous tutelles, bel exemple de « *souveraineté au service de la démocratie* » ! La montée des extrêmes liée à la politique économique de l'UE ? Mais non voyons ! « *Elle serait une déferlante sans l'Europe.* » (oui elle confond en plus Europe et UE sauf pour le périmètre de paix). Suivent des inepties aussi grotesques qu'énervantes mélangées à des invectives sur les Britanniques et la Chine dont on se demande bien ce qu'ils viennent faire là au milieu.

Mais ce qui est RÉELLEMENT scandaleux c'est que le seule défaut qu'elle admet à « *l'entente cordiale* » qui règne en Europe, c'est qu'il y a quelques jours à Athènes, Angela Merkel a été représentée par les manifestants avec l'insigne nazi.

Voilà, si « l'Europe » n'est pas cordiale c'est la faute de ses salauds de Grecs ! Ah ! Quelle serait belle l'Europe, Mme Lenoir, sans peuples et sans révoltes !

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,  
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication  
de RESO, association loi 1901

**Siège social :**  
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

**Site Internet :** [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice  
de la publication :

**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi ..... exemplaires  
par envoi.

**À retourner à :** RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)